

R.G. : 11/02545

Des minutes du Secrétariat-Greffier  
de la Cour d'Appel de ROUEN a été  
extrait ce qui suit

**COUR D'APPEL DE ROUEN**

**CHAMBRE SOCIALE**

**ARRET DU 24 JANVIER 2012**

**DÉCISION DÉFÉRÉE :**

Jugement du CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE ROUEN du 29 Avril 2011

**APPELANTS :**

Monsieur Laurent MIRAUCOURT  
145 route de Rouen  
76160 DARNETAL

comparant en personne,  
assisté de Me Sylvie LE TOQUIN, avocat au barreau de PARIS

FEDERATION NATIONALE CGT DES TRAVAILLEURS CADRES ET  
TECHNICIENS DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
263 rue de Paris  
Case n°546  
93515 MONTREUIL CEDEX

représentée par Me Sylvie LE TOQUIN, avocat au barreau de PARIS

**INTIMEE :**

SNCF UE FRET DE NORMANDIE  
1 rue Gaston Contremoulins  
BP.60162  
76308 SOTTEVILLE-LES-ROUEN CEDEX

représentée par Me Alain DE BEZENAC, avocat au barreau de ROUEN substitué par  
Me Carole VILLARD, avocat au barreau de ROUEN



### **COMPOSITION DE LA COUR :**

En application des dispositions de l'article 945-1 du Code de procédure civile, l'affaire a été plaidée et débattue à l'audience du 09 Novembre 2011 sans opposition des parties devant Monsieur MASSU, Conseiller, magistrat chargé d'instruire seul l'affaire,

Le magistrat rapporteur a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour composée de :

Madame PAMS-TATU, Président  
Monsieur MASSU, Conseiller  
Monsieur SAMUEL, Conseiller

### **GREFFIER LORS DES DEBATS :**

Mme LECHEVALLIER, Faisant-fonction de greffier

### **DEBATS :**

A l'audience publique du 09 Novembre 2011, où l'affaire a été mise en délibéré au 24 Janvier 2012

### **ARRET :**

#### **CONTRADICTOIRE**

Prononcé le 24 Janvier 2012, par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de procédure civile,

signé par Madame PAMS-TATU, Président et par M. GEFFROY, Greffier présent à cette audience.



## FAITS, PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Il n'est pas contesté que Laurent MIRAUCOURT soit salarié de la SNCF depuis le 5 janvier 1981, qu'il soit devenu chef de mouvement en mai 2005 et qu'il soit affecté à la gare de SOTTEVILLE, dépendant de "l'Etablissement Exploitation Fret" (EEF), où il exerce les fonctions d'aiguilleur. Participant à un mouvement de grève à la suite d'un préavis national déposé le 28 février 2008 par la fédération syndicale des cheminots CGT, il n'a pas assuré son service le 11 mars 2008 à 21 h sans avoir déclaré à son employeur, 48 heures à l'avance, son intention de faire la grève. La SNCF l'a sanctionné pour ce motif en lui notifiant le 6 mai 2008 une mise à pied d'un jour ouvré avec sursis et, sur l'appel du salarié, elle lui a notifié le 22 juillet 2008 le maintien de cette sanction.

Contestant cette décision de son employeur, Laurent MIRAUCOURT a saisi le 30 janvier 2009 le conseil de prud'hommes de ROUEN qui, par jugement du 29 avril 2011, auquel la cour renvoie pour le rappel des prétentions des parties en première instance, a adopté les dispositions suivantes :

- déboute Laurent MIRAUCOURT de l'ensemble de ses demandes,
- condamne Laurent MIRAUCOURT à régler à la société SNCF : 50 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,
- déboute la fédération nationale CGT de l'ensemble de ses demandes,
- condamne la fédération nationale CGT à régler à la société SNCF : 800 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,
- laisse les dépens de la présente instance à partager entre M. MIRAUCOURT et la fédération nationale CGT.

Laurent MIRAUCOURT et la fédération nationale CGT des travailleurs, cadres et techniciens des chemins de fer français ont régulièrement interjeté appel de ce jugement le 12 mai 2011 et, en faisant soutenir oralement par leur avocat à l'audience du 9 novembre 2011 leurs conclusions écrites transmises le 13 juillet 2011, ils ont demandé à la cour de :

- infirmer le jugement rendu ;
- dire et juger inopposables à M. Laurent MIRAUCOURT la note du 28 janvier 2008 de la SNCF et le référentiel d'établissement 2EEF RO-RH 1003 du 3 mars 2008 ;
- en conséquence,
- annuler la sanction disciplinaire notifiée le 22 juillet 2008 d'un jour de mise à pied prononcée par la SNCF à l'encontre de M. MIRAUCOURT ;
- au surplus,
- condamner la SNCF à indemniser M. MIRAUCOURT à hauteur de 500 € au titre de son préjudice moral pour sanction injustifiée et 500 € pour atteinte au droit constitutionnel de grève ;



- condamner la SNCF à régler la somme de 500 € à la fédération CGT des cheminots pour préjudice moral outre 500 € pour atteinte au droit constitutionnel de grève ;
- condamner la SNCF à régler à chacun la somme de 1.500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

En faisant soutenir oralement à l'audience par son avocat ses conclusions écrites déposées le 9 novembre 2011, la SNCF a demandé à la cour de :

- confirmer en toutes ses dispositions le jugement rendu par le conseil de prud'hommes de Rouen le 29 avril 2011 ;
- en conséquence,
- débouter M. MIRAUCOURT et le syndicat CGT de toutes leurs demandes ;
- au surplus,
- condamner M. MIRAUCOURT au paiement d'une somme de 800 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;
- condamner le syndicat CGT au paiement d'une somme de 800 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Les prétentions et moyens respectifs des parties en cause d'appel ont été présentés dans leurs conclusions susvisées auxquelles la cour renvoie pour leur exposé, en application des dispositions de l'article 455 du code de procédure civile.

### ***MOTIFS DE LA DÉCISION***

L'article 5 de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs dispose : « I.- Dans les entreprises de transport, l'employeur et les organisations syndicales représentatives engagent des négociations en vue de la signature, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, d'un accord collectif de prévisibilité du service applicable en cas de perturbation prévisible du trafic ou de grève. L'accord collectif de prévisibilité du service recense, par métier, fonction et niveau de compétence ou de qualification, les catégories d'agents et leurs effectifs, ainsi que les moyens matériels indispensables à l'exécution, conformément aux règles de sécurité en vigueur applicables à l'entreprise, de chacun des niveaux de services prévus dans le plan de transport adapté...A défaut d'accord applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2008, un plan de prévisibilité est défini par l'employeur...II. - En cas de grève, les salariés relevant des catégories mentionnées au I informent, au plus tard quarante-huit heures avant de participer à la grève, le chef d'entreprise ou la personne désignée par lui de leur intention d'y participer... Est passible d'une sanction disciplinaire le salarié qui n'a pas informé son employeur de son intention de participer à la grève dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II ».



Aucun accord collectif de prévisibilité applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2008 n'ayant été signé, la SNCF a élaboré le référentiel RH 0924, dont elle a versé aux débats l'édition du 30 mai 2008, qui constitue le plan de prévisibilité exigé par la loi. L'article 1 de ce référentiel impose notamment à tous les agents des postes d'aiguillage de déclarer au plus tard 48 heures à l'avance leur intention de participer à la grève.

La grève à laquelle Laurent MIRAUCOURT a participé s'étant déroulée le 11 mars 2008, le référentiel RH 0924 édité le 30 mai 2008 n'est pas applicable au cas d'espèce.

Cependant, l'établissement exploitation fret Normandie a élaboré deux documents : une note du 28 janvier 2008, que Laurent MIRAUCOURT ne conteste pas avoir reçue, et un référentiel d'établissement temporaire EEF RO-RH 003 du 3 mars 2008 ayant pour objet la procédure d'application de la déclaration individuelle d'intention d'exercer le droit de grève, dont le salarié ne conteste pas avoir eu connaissance, qui imposaient à Laurent MIRAUCOURT, en sa qualité d'agent d'un poste d'aiguillage « de l'UO Infra », de procéder à ladite déclaration au plus tard 48 heures avant le début de sa participation à la cessation concertée du travail.

Ces deux documents étant afférents aux relations collectives entre la SNCF et son personnel, ils revêtent un caractère réglementaire et administratif. Il en résulte que le juge judiciaire n'est pas compétent pour en apprécier la légalité. La note du 28 janvier 2008 ainsi que le référentiel temporaire du 3 mars 2008 concernant les agents de postes d'aiguillage de l'établissement sans distinction, il s'ensuit que Laurent MIRAUCOURT était tenu de procéder à la déclaration individuelle d'intention d'exercer son droit de grève. Le salarié ayant manqué à cette obligation, la sanction de mise à pied d'un jour avec sursis qui lui a été infligée par l'employeur est justifiée.

Le conseil de prud'hommes a fait une application équitable de l'article 700 du code de procédure civile au profit de la SNCF et, en dépit de l'issue de l'instance d'appel, la charge des frais non répétables qu'elle a exposés devant la cour peut lui être laissée.

Il convient en conséquence de confirmer en toutes ses dispositions le jugement déféré selon les termes du présent arrêt.

### **PAR CES MOTIFS**

### **LA COUR**

Confirme en toutes ses dispositions le jugement rendu en la cause le 29 avril 2011 par le conseil de prud'hommes de ROUEN,

Déboute les parties du surplus de leurs demandes,

Condamne Laurent MIRAUCOURT et la fédération nationale CGT des travailleurs, cadres et techniciens des chemins de fer français aux dépens de l'instance d'appel.

Le greffier



Pour expédition conforme,  
Le Greffier en Chef de la Cour  
d'Appel de ROUEN

Le président

